

Le pouvoir aux travailleurs

23 NOVEMBRE 2003

N° 102

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES PROFITS PATRONAUX ET LES RECETTES DE L'ETAT VONT BIEN. QU'ILS RESPECTENT LES DROITS DES TRAVAILLEURS !	2
- TOUT CE BALLET DIPLOMATIQUE, N'ANNONCERAIT-IL PAS LA REPRISE DE LA GUERRE ?	3
- REDÉPLOIEMENT DES FONCTIONNAIRES DANS LE GRAND OUEST	4
- POURRISSEMENT DE LA SITUATION DANS LA RÉGION DE OURAGAHIO ET PASSIVITÉ COUPABLE DES AUTORITÉS	5
- COGNER CA PAIE MIEUX QUE SOIGNER !	6
- DES ECOLES AU RABAI POUR FABRIQUER DES ANALPHABÈTES !	7
- LA BARBARIE A L'OEUVRE DANS LES "CORRIDORS DE SÉCURITÉ" !	7 - 8
- LA VIE DES POPULATIONS PAUVRES NE COMPTE NI POUR L'ARMÉE FRANÇAISE, NI POUR LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN	9
- GRÈVE DES TRAVAILLEURS DU CHANTIER DE LA NOUVELLE AMBASSADE AMÉRICAINE	12 - 13
- SEULE LA LUTTE PAIE !	13

**LES PROFITS PATRONAUX ET LES RECETTES DE L'ETAT VONT BIEN.
QU'ILS RESPECTENT LES DROITS DES TRAVAILLEURS !**

Prétextant que le pays est en guerre, les patrons n'ont cessé de donner des coups aux travailleurs pour sauvegarder les profits. Il s'en est suivi une dégradation des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles. Pour cette rentrée scolaire, moins d'enfants ont été inscrits dans les écoles à cause du manque de moyens de leurs parents. De nombreuses familles aujourd'hui sont dans l'impossibilité de se faire ne serait-ce qu'un seul repas par jour. Se soigner devient un luxe inabordable pour la majorité. Cette situation pèse sur le moral des travailleurs. Mais trop c'est trop. Les ouvriers qui construisent la nouvelle ambassade des USA ont relevé la tête pour dire non aux rémunérations de misère imposées par la société Sibagec qui abuse de la situation. Leur employeur leur a fait payer cher leur insoumission puisqu'une vingtaine d'entre eux, considérés comme meneurs, ont été jetés à la porte.

Dans la fonction publique 700 employés d'un secteur sont entrés en grève depuis le 18 novembre. Ils réclament entre autre de meilleures fins de mois sous forme de primes en faisant valoir que certains fonctionnaires hauts placés, en bénéficient par centaines de milliers de francs.

Un communiqué d'Etat lu aux informations télévisées le 22 novembre donnait une fin de non recevoir aux grévistes.

Dans le même journal télévisé le ministre du budget se félicitait d'avoir bouclé ses finances avec une recette de 100 milliards supplémentaires par rapport à ses propres prévisions. Ces rentrées d'argent proviendraient des multiples prélèvements à la source ponctionnés par l'Etat ainsi que des recettes douanières. Près de la moitié de cette somme a été, selon le ministre, prioritairement réservée aux banquiers internationaux au titre de remboursements de dettes contractées de longue date.

Aucune rallonge n'a été prévue pour aller en direction des petits fonctionnaires.

Le gouvernement ne cesse de répéter aux gens pauvres que le pays est en guerre, qu'il faut consentir des sacrifices, faire don de soi.

A l'heure actuelle, patrons et gouvernement continuent de faire preuve d'arrogance envers le monde du travail, celui du privé comme celui du public.

Ces deux conflits sont-ils la preuve que la démoralisation des travailleurs arrive à son terme ? C'est à souhaiter.

Les travailleurs ont les moyens s'ils en ont la volonté, d'imposer des augmentations de salaires pour tous.

Si les dirigeants syndicaux cherchaient à organiser la lutte, à l'étendre à d'autres secteurs pour peser dans le sens des intérêts des travailleurs, ils bénéficieraient à n'en pas douter du soutien de nombreux travailleurs. Mais il faut se rendre à l'évidence que ces gens sont des bureaucrates bien plus préoccupés par leur place que par les intérêts du monde du travail dont ils se réclament.

Il est temps que le monde du travail relève la tête. Travailleurs, nous ne ferons pas l'économie de la lutte ! Qu'ils soient du privé ou qu'ils soient du public, ce qui nourrit l'arrogance actuelle de nos employeurs, c'est notre résignation, notre découragement. Que ceux d'en face sachent que les choses sont peut-être en train de changer.

**TOUT CE BALLET DIPLOMATIQUE,
N'ANNONCERAIT-IL PAS LA REPRISE DE LA GUERRE ?**

On ne compte plus le nombre de chefs d'Etat impliqués dans le règlement du conflit ivoirien. Rien que ces derniers jours, des rencontres se sont tenues aussi bien à Accra, à Ouaga, qu'à Dakar. La dernière en date, étant le déplacement de Gbagbo au Gabon pour une rencontre en tête-à-tête avec le ministre des affaires étrangères français. A peine de retour de ce voyage, son entourage annonce déjà ses prochains déplacements dans la sous région pour rencontrer les chefs d'Etat malien et burkinabé. S'ajoute, à tout ce ballet diplomatique, le récent passage en Côte d'Ivoire de l'actuel président de l'Union Européenne ainsi que les dernières déclarations, depuis Paris, des présidents français et Sud-Africain, mais aussi, par ailleurs, du Secrétaire Général de l'Onu.

S'il est donc clair que quelque chose se prépare, il est bien difficile de savoir quoi précisément. Parce qu'entre ce qui est dit officiellement et ce qui se prépare réellement dans les coulisses des négociations, il y a tout et son contraire.

Il est évident que tous ces gens s'intéressent à la Côte d'Ivoire parce qu'il y a de gros intérêts en jeu. Pas seulement les intérêts des capitalistes - petits et grands - qui ont investi ici et qui souhaitent le retour rapide à la "paix"

pour que leurs affaires reprennent, mais aussi tous ceux d'entre eux qui ont investi au Burkina, au Mali ou au Niger. Parce que, finalement, ce sont les intérêts des capitalistes de toute la sous région qui risquent d'être menacés si le conflit durait en longueur. En plus des intérêts de tous ceux-là, il y a aussi ceux des "bailleurs de fonds", aussi bien du FMI que des banquiers privés, notamment français.

Dans les calculs sordides de tous ces décideurs, le sort des populations pauvres vivant ici compte sans doute pour quantité négligeable aussi bien pour le gouvernement ivoirien que pour tous ces capitalistes qui ont des intérêts dans nos pays. Voilà pourquoi, tous, ils souhaitent un règlement définitif et immédiat du conflit ivoirien, au mépris des pertes humaines, du moment que les capitalistes retrouvent leurs intérêts.

Il est probable qu'ils aient choisi de donner le feu vert à Gbagbo. Ce qui est sûr, c'est que le camp gagnant sera celui de l'impérialisme. Le choix de la valetaille (Gbagbo, Soro ou autre) pour réaliser la sale besogne n'est qu'une préoccupation secondaire pour les grands de ce monde et celui des affaires. Les intérêts des populations pauvres, ivoiriennes ou pas, ne seront pas représentés et compteront pour des broutilles.

REDÉPLOIEMENT DES FONCTIONNAIRES DANS LE GRAND OUEST

Depuis près d'un mois, le gouvernement a décidé de redéployer les agents de l'Etat dans les régions de l'Ouest. Ce redéploiement concerne d'abord les préfets, sous-préfets, les agents de la santé et de l'éducation nationale.

Dans cette partie du pays où l'intensité de la guerre fut violente avec l'apparition d'un deuxième groupe de rébellion vers fin novembre 2002, tout avait été presque ravagé. Il faut rappeler que les populations avaient été prises entre deux feux. D'un côté, les supplétifs venus du Libéria qui se donnaient à toutes sortes d'actes de vandalisme, de vol, de pillage et d'incendies des villages. De l'autre côté, c'était des bombardements aveugles des hélicoptères du gouvernement pilotés par des mercenaires de tous poils qui prenaient pour cible tous les centres administratifs où la population était susceptible de se regrouper.

Donc c'est un geste qui est perçu comme allant dans le bon sens aujourd'hui pour ces populations qui souffrent depuis plus d'un an de manque de soins adéquats, et aussi pour des enfants qui ont perdu tout espoir d'une éducation scolaire appropriée.

Seulement, ce redéploiement annoncé à grande pompe sur toutes les antennes se fait au compte goutte. Plus le temps passe, plus on a l'impression que c'est un acte purement politicien ou même une stratégie militaire de reconquête. Cela n'a rien à voir avec une quelconque préoccupation de mise en place de structures sanitaires,

scolaires ou administratives visant à soulager la souffrance des populations. Sinon, comment expliquer le nombre pléthorique de gardes de corps estimé à 50 pour chaque responsable administratif ?

C'est d'ailleurs pour cette raison que les agents de la santé refusent d'y aller, projetant même de faire une grève. Ils ont raison car si le gouvernement veut bien mettre un cortège de gardes de corps à la disposition des chefs administratifs, ce n'est pas le cas des simples agents qui seront laissés à leur propre compte. Et pire encore sera le cas des éducateurs qui seront parachutés dans des villages. Est-ce que le gouvernement mettra à leur disposition dans chaque village une cinquantaine de soldats pour leur sécurité ? Et avec la haine, la division que le chef de l'Etat lui-même d'ailleurs ne cesse d'entretenir avec des propos comme "*où la rébellion s'est installée, c'est parce que la population est complice d'elle*", quel agent affecté dans ces régions se sentira en sécurité ? Il y a aussi le risque que se creuse encore plus le fossé qui sépare déjà les différentes ethnies.

Cela nous montre bien que la solution n'est pas un redéploiement forcé des agents. Mais chercher plutôt à rétablir la stabilité dans le pays, ramener la paix, la confiance entre les différentes ethnies, à réconcilier le peuple qu'ils ont eux-mêmes divisé. Et c'est une fois cela réalisé qu'il sera possible de parler sérieusement de redéploiement des agents de l'Etat dans cette zone à risques aujourd'hui.

POURRISEMENT DE LA SITUATION DANS LA RÉGION DE OURAGAHIO ET PASSIVITÉ COUPABLE DES AUTORITÉS

Dans le courant du mois d'octobre, les habitants de certains villages de la région de Ouragahio ont chassé ceux qu'ils considèrent comme étant des étrangers. Il s'agit essentiellement des personnes originaires des régions du Nord. Pour les baoulés ils seraient épargnés s'ils payaient une caution de 50.000fr par an et par hectare.

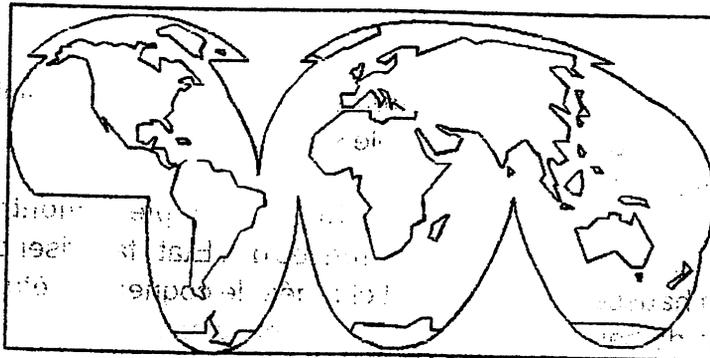
Les "déguerpis" étaient estimés à près de 650 en fin octobre et leur nombre n'a cessé de croître depuis lors. Des miliciens, pour la plupart des ex-GPP, entraînés et armés d'armes à feu et de machettes, sillonnent les différents villages pour incendier les maisons et déposséder de leurs biens les indésirables. Pourtant ceux qu'on chasse aujourd'hui ainsi, qualifiés d'étrangers ou d'allogènes, vivent dans la région, pour la plupart, depuis des dizaines d'années. Malgré cela, ils sont expulsés sans que cela n'émeuve les dirigeants du pays.

Cette situation est la conséquence directe de la campagne de

haine menée par les dirigeants au pouvoir contre les gens du Nord. Cette campagne s'est exacerbée avec le début de guerre. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau. Déjà en 95, avec le "boycott actif" pour empêcher la tenue des élections, de nombreuses personnes de l'ethnie baoulé avait été pourchassées et dépossédées de leurs biens. On était encore à l'affrontement PDCI-FPI.

Aujourd'hui les données ont changé, mais c'est toujours la même démagogie ethniste qui continue de faire des victimes. Les politiciens dans leur lutte pour le pouvoir dressent les populations les unes contre les autres. Ce sont donc eux les premiers responsables des débordements et des exactions commises sur les populations. Si le régime au pouvoir ferme les yeux sur ce qui se passe dans l'Ouest ce n'est pas parce qu'il est impuissant devant les faits. Bien au contraire, ces messieurs s'appuient sur ces bas sentiments, surtout si cela leur assure les élections. Alors, déplacer des centaines de paysans ne les dérange point.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

TOUT SIMPLEMENT RÉVOLTANT !

Voilà une vieille dame qui a pour revenu 20.000 Fr de pension qu'elle perçoit tous les mois. Etant trop vieille pour se déplacer chaque mois devant les guichets, on lui demande de faire une procuration auprès de la justice avant de pouvoir déléguer une tierce personne à sa place.

Ainsi, on lui demanda de payer 2.000 francs de timbres au Trésor, à remettre à l'administration judiciaire. Logiquement ces 2.000 Fr représentent les frais de justice. Et pourtant, elle n'a pas été quitte pour autant. Le service du juge lui a à son tour réclamé 15.000

autres francs, sans quoi on refusait de lui délivrer son papier. A quoi correspond ces 15.000 Fr remis sans un quelconque reçu ? De plus, la fameuse procuration en question n'était rien d'autre qu'un simple papier tapé à la machine à écrire.

Que ne feront-elles pas, ces "autorités", pour dépouiller les pauvres gens ? Sur les 20.000 malheureux francs de cette vieille dame, les trois quarts ont été volé par le juge. Et ce sont ensuite ces mêmes salauds qui condamnent à des années de prison de petits larcins.

COGNER CA PAIE MIEUX QUE SOIGNER !

L'Etat demande aux fonctionnaires de se redéployer dans la région Ouest. Les médecins, comme tous les autres fonctionnaires, ont saisi cette occasion pour réclamer une "*prime de réinstallation*" mais aussi que leur grille salariale soit revue à la hausse. En effet, il ressort que le salaire de base

d'un médecin serait de 173.925Fr. Autrement dit, moins que le salaire d'un simple sergent de police.

Cet exemple montre les préférences de l'Etat : favoriser ceux qui sont chargés de cogner au détriment de ceux qui vont soigner !

L E U R S O C I E T E

DES ECOLES AU RABAIS POUR FABRIQUER DES ANALPHABÈTES !

Quel comble de voir un gouvernement qui fait autant de beaux discours sur "l'école gratuite", "l'école pour tous" et qui est lui-même à l'origine d'une machine à fabriquer des analphabètes constitués d'enfants de pauvres.

Les écoles publiques fonctionnent maintenant en "double vacation". Ce qui veut dire que le matin par exemple le petit qui est au primaire va à l'école et l'après midi il vagabonde. Quelle éducation reçoit-il ? De plus, dans ces classes surchargées, à moins de se découper en quatre, comment un

enseignant peut-il être en mesure de suivre autant d'élèves ? Est-ce cela l'école gratuite dont le FPI en fait tout un battage publicitaire depuis des années ? Voilà une démonstration de sa démagogie à l'égard des pauvres gens.

Pendant que les enfants de ces mêmes ministres reçoivent, comme tous ceux des riches, une éducation dans les écoles de luxe, les enfants des petites gens, eux, reçoivent une éducation au rabais ! Et ce sont les mêmes qui viendront ensuite discourir sur "l'avenir de la jeunesse !" Nous sommes bien dans une société qui ne prend en compte que les intérêts des possédants!

LA BARBARIE A L'OEUVRE DANS LES "CORRIDORS DE SÉCURITÉ" !

Tout voyageur qui entre ou qui sort d'Abidjan traverse obligatoirement ce que le gouvernement appelle les "corridors de sécurité" mais qu'on devrait nommer "corridors de la torture et du racket". Voici un témoignage de ce qui se passe dans ces endroits : "j'étais dans un gbaka, de retour de Dabou, pour Abidjan. L'un des passagers n'avait pas toutes ses pièces au complet. L'agent demanda à ce dernier d'entrer dans leur guérite. Malgré l'intervention du chauffeur qui est allé demander "pardon", le passager fut déshabillé et tabassé. Le gbaka a dû

partir sans ce malheureux passager. Le chauffeur, ayant l'habitude de voir à longueur de journée ce genre de barbarie dans ces corridors, nous a dit qu'ils ne le lâcheront pas de sitôt, parce que ce dernier n'avait plus d'argent à remettre à ses tortionnaires pour avoir déjà été dépouillé par les nombreux barrages qu'il avait traversé".

Cette scène révoltante a fait délier les langues dans le gbaka. Tout le monde avait une histoire à raconter sur la barbarie et le racket qui s'y pratiquent. Tout le monde, en fait, est au courant

L E U R S O C I E T E

que ces "guérites" sont des vraies salles de tortures et c'est aussi à l'intérieur, à l'abri des regards indiscrets, que les apprentis des camions, cars et gbakas remettent leur droit de passage aux policiers et gendarmes. Une dame racontait qu'elle a été témoin de déshabillage de femmes et enfants, suivi de tabassage en règle pour défaut de pièces. Les plus "chanceux", disait-elle, s'en sortent généralement après un versement de 1.000 Fr.

Mais quelle est donc cette société

pourrie où le seul fait de ne pas avoir de pièces d'identité est un crime ? Tous ces gouvernements, ces présidents et ces ministres qui se succèdent au pouvoir et qui finalement ferment les yeux devant ces pratiques barbares sont aussi des criminels au même titre que leurs auteurs ! La seule différence, c'est que leur paie et leur position sont suffisamment élevées pour qu'ils n'aient pas besoin de se salir directement comme leurs subalternes !

TOUS DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS !

Le RDR a coutume de dénoncer les dirigeants du FPI comme étant des gens xénophobes, racistes, etc. Vrai ou pas ? Toujours est-il qu'il n'en est pas moins vrai que Gbagbo, comme Bédié et leurs camps respectifs se sont servis de "l'ivoirité", de l'exclusion et de la haine, comme fond de commerce dans leurs propagandes pour la course au pouvoir. Si le RDR n'a pas usé de ce même genre de propagande, ce n'était que par concours de circonstance. Nullement parce que les dirigeants de ce parti seraient de quelque façon différents de leurs semblables du FPI, du PDCI et consorts. En voici un petit exemple qui illustre que ces gens-là sont tous les mêmes.

C'est un haut dirigeant du RDR, M. Soumahoro Amadou, Secrétaire National et membre du Secrétariat Général de ce parti, tout en étant ministre du Commerce dans l'actuel

gouvernement, qui nous en donne un petit exemple. Ce monsieur s'est exprimé dans le journal "Le Nouveau Réveil" daté du 05 novembre dernier. Voici ce qu'il écrit à l'encontre de Mamadou Koulibaly, l'actuel président du parlement et dirigeant du FPI:

"Depuis qu'il s'est rendu compte que son nom s'écrit avec un "K" pour bien être différent des autres COULIBALY du pays, nous savions que Mamadou développait un complexe (...) parce qu'il a une nationalité inachevée (les gens comme Koulibaly) veulent se présenter comme les plus grands défenseurs d'une ethnie, d'une race dont ils savent qu'ils ne sont pas des produits purs. KOULIBALY et ses compères (sont venus) de leur MOPTI natal au Mali avec un baluchon sur la tête (...)"

Il n'est point nécessaire d'aller

L E U R S O C I E T E

plus loin dans ce discours pour démontrer à quel point ces gens du RDR ressemblent à leurs semblables du FPI et du PDCI. Aussi bien dans leur

propagande raciste et haineuse que dans leur haine des pauvres qu'ils tiennent probablement de leur patron Ouattara, milliardaire de son état !

LA VIE DES POPULATIONS PAUVRES NE COMPTE NI POUR L'ARMÉE FRANÇAISE, NI POUR LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN

Un engin de guerre, probablement une roquette, a explosé entre les mains d'un enfant, blessant 3 d'entre eux, dont une fillette qui s'en est sortie avec une *"double fracture du genou gauche et du pied droit"*. Cela s'est passé dans la localité de Grand-Bassam, dans un village appelé Vitré 1. On apprend que non loin de là se trouve un champ de tir appartenant au 43^{ème} Bima et où viennent s'y entraîner aussi l'armée et la police ivoirienne.

Après cet accident, les autorités ivoirienne et française se sont renvoyées la balle. Les uns disent que c'était un engin d'origine française, donc, probablement abandonné par l'armée de ce pays. De son côté l'armée française dément cette information pour dire que l'engin est *"90% d'origine russe"* et qu'il

est donc plus probable qu'il soit la propriété des forces armées ivoiriennes.

Qui dit vrai dans cette affaire ? En tout cas, quelle qu'en soit la réponse, ça ne change rien au fait que les uns comme les autres sont des gens payés pour tuer de pauvres gens. Ils ne sont pas à un mort près. Le seul fait que n'importe quel enfant puisse entrer à l'intérieur d'un champ de tir et ramasser un engin qui tue, de surcroît, abandonné, montre qu'ils se moquent bien des risques qu'ils font ainsi courir aux villageois qui habitent à proximité.

D'ailleurs, pour le gouvernement ivoirien, ce fait divers a été considéré comme étant tellement banal qu'il n'a pas mérité une quelconque attention, puisque l'affaire est finalement restée au niveau du sous-préfet du coin.

PREND TA SALE PAIE OU DÉMISSIONNE !

Le ministre de l'intérieur, Bléou, se veut un homme vertueux et sensible aux droits humains. Voici ce qu'il dit de sa police : *"il est fréquent que, de plus en plus, des policiers (...) recourent de façon abusive et irrégulière à leurs armes (...) à l'encontre des populations et notamment à l'encontre des*

chauffeurs. Cette situation (...) viole de façon choquante les règles régissant le recours à l'arme à feu". Le même ministre ajoute que *"la Côte d'Ivoire est connue comme l'un des pays au monde où le racket est pratiqué à outrance et cela nous dessert"*.

L E U R S O C I E T E

Monsieur le ministre aurait-il soudain des états d'âme du fait qu'il est à la tête d'une bande d'assassins et de racketteurs ? A qui veut-il faire croire qu'il ignorait cette réalité lorsqu'il avait accepté ce poste de premier flic de Côte d'Ivoire ? A moins que pour sa bonne morale de bourgeois, il espère en être quitte après une petite prière ici et quelques bonnes paroles par-là ! Ce

n'est pas un prêtre ou un imam qui lui fera défaut pour soulager sa conscience, s'il en a une !

Par contre, ce n'est certainement pas son discours bidon qui fera que sa police et l'armée arrêteront de tuer et de racketter en toute impunité les populations dans les quartiers pauvres de ce pays !

LES PROMESSES N'ENGAGENT QUE CEUX QUI Y CROIENT !

"*Vous ne serez pas oubliés*", voilà ce qu'a dit Gbagbo aux jeunes supplétifs guérés en grève de la faim. Pour mémoire, ces jeunes avaient été recrutés par l'Etat ivoirien sur une base ethniste. En effet, les rebelles étant soupçonnés d'être aidés par des jeunes Yacoubas, du coup, les jeunes guérés, sous le prétexte de venir défendre leurs parents, ont été appelés en renfort par les FANCI, pour leur prêter main forte dans les combats à l'Ouest. Pour cela, de l'argent leur avait été promis.

Mais aussitôt l'Ouest "*libéré*", l'Etat s'est empressé d'oublier ses promesses. Après des démarches vaines, ces jeunes se sont donc mis en grève de la faim. Comme l'affaire prenait des proportions, Gbagbo a été obligé d'aller les voir pour leur dire que la "*république n'oublie pas ses enfants*".

Ces supplétifs n'ont-ils pas encore compris que pour les gens du pouvoir ils ne sont rien de plus que de la chair à canon ?

POUR QUELQUES BILLETS, ILS TUERAIENT PÈRE ET MÈRE

Le ministre de la sécurité Martin Bléou, dès sa prise de fonction, se faisait féliciter par les dirigeants de l'ONU et ceux des grandes puissances pour avoir pris la résolution de dissoudre les GPP (groupements des patriotes pour la paix). Peu de temps après, les GPP avaient changé d'appellation. Ils sont

devenus "*Force Nationale*" avec des papiers reconnus par le gouvernement.

Voici ce que disait un membre de cette milice de Gbagbo il y a quelques jours : "*Nous continuons de nous entraîner. Nous avons une section dans chaque quartier d'Abidjan. Nous*

L E U R S O C I E T E

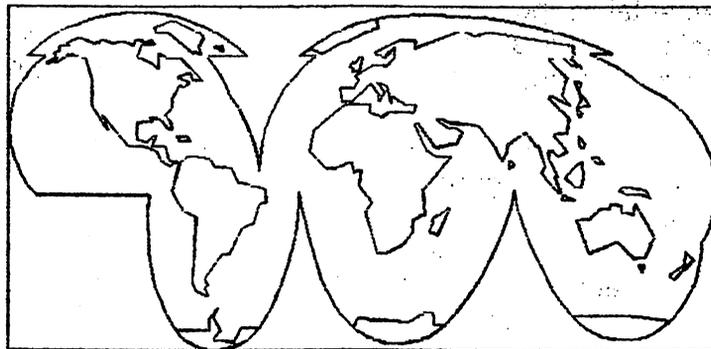
comptons environ 70.000 jeunes prêts pour ramener la paix au pays par la guerre. On raconte que nous ne sommes pas armés. Ce sont des mensonges. Nous avons des armes planquées en lieux sûrs. Et d'ailleurs, nos chefs sont autorisés à porter des armes. Nous sommes reconnus par le gouvernement. C'est au sein de notre mouvement que l'état recrute les nouveaux soldats. En décembre il y a 2.500 jeunes qui seront recrutés et c'est nous qui fournissons les jeunes déjà formés au combat." A entendre ces paroles, on comprend pourquoi Gbagbo tient des discours de guerre ; il sait qu'il dispose d'un réservoir intarissable de jeunes désœuvrés des quartiers pauvres prêts à être baptisés "patriotes" ou "Force Nationale" et qu'il conduirait à

l'abattoir pour sauver son pouvoir. On les voit périodiquement en train de s'exercer à des parades semi-militaires, sous forme de footing le long des rues pour s'affirmer en même temps que pour impressionner les petites gens dans les quartiers.

Le comble dans cette histoire c'est que ce nouveau ministre de la police est en même temps... président de la ligue des droits de l'homme.

Ce défenseur des droits humains était resté bien silencieux à l'époque du charnier de Yopougon. C'est sans doute en remerciement à son attitude complaisante à l'égard des gendarmes à cette époque que la bande à Gbagbo est reconnaissante aujourd'hui envers lui.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DU CHANTIER DE LA NOUVELLE AMBASSADE AMÉRICAINE

Les travailleurs du chantier de la nouvelle ambassade américaine en construction ont arrêté les travaux le 29 octobre et le 06 novembre derniers pour protester contre le mauvais traitement qu'ils subissent.

Ces travailleurs au nombre de 562, sont engagés sur ce chantier par la SIBAGEC (société ivoirienne de bâtiment et génie civil). Pour mieux exploiter les travailleurs, la Sibagec avait au début fait signer deux sortes de contrats : l'un dit d'embauche et l'autre à durée déterminée de trois mois. Mais au fur et mesure que le temps passait, la société ne faisait que signer des contrats à durée déterminée aux nouveaux travailleurs qu'elle embauchait.

En plus du mauvais salaire, de la précarité du contrat, la société s'employait à leur couper tous les impôts, souvent même inconnus des travailleurs, et leur faire des retenues par-ci, par-là. Même en faisant des heures supplémentaires pour arrondir les fins du mois, les travailleurs se trouvaient toujours avec des miettes.

C'est face à une telle situation que les travailleurs ont engagé une négociation avec la direction de la Sibagec pour une amélioration de leur salaire. Et c'est à cause de la lenteur de la négociation et le double jeu du patron qui misait sur le temps pour décourager les travailleurs qu'il fut décidé de faire un débrayage pour appuyer la négociation. Après le premier

débrayage du mercredi 29, la direction accepta à nouveau de reprendre la négociation avec les travailleurs mais c'était toujours pour les rouler. Le 06 novembre, n'ayant pas obtenu gain de cause et surtout ne voyant pas d'avancée dans la négociation, les travailleurs reprirent la grève en bloquant tout. La direction préféra faire appel aux autorités plutôt que de donner satisfaction aux travailleurs. C'est ainsi que débarqua au chantier, le premier magistrat de la commune. Mais contre toute attente, monsieur le maire est allé rencontrer la direction en tête-à-tête, presque en catimini. Il faut signaler que les travailleurs étaient affiliés à la centrale syndicale Dignité, qui n'a vraiment pas voulu organiser la lutte des travailleurs. D'ailleurs, le responsable syndical était interdit d'accès au chantier et se contentait d'attendre derrière les grilles et n'a, à aucun moment, cherché à mobiliser les travailleurs. Rappelons que Dignité a des accointances avec le pouvoir actuel.

Désemparés, les travailleurs continuaient la grève sans pouvoir faire pression sur la direction pour qu'elle organise une négociation ouverte à tout le monde.

Le lundi 10 novembre, le maire de Cocody arriva encore sur le chantier. Il alla rencontrer la direction comme précédemment. A sa sortie, il invita les travailleurs à le suivre dans son bureau à la mairie, une manière de les éloigner du lieu qu'ils occupaient. Là, il les

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

informa qu'ils sont tous licenciés et qu'ils seront repris sous un nouveau contrat mais toujours à durée déterminée.

Un petit groupe de travailleurs refusant de suivre les consignes du maire, fut gazé par la police appelée pour les refouler. La majorité résignée, s'était déjà éclipsée des lieux en attendant le mercredi, jour de leur licenciement. Sans mener une lutte d'envergure, les travailleurs pensaient qu'ils allaient avoir droit à une indemnité de licenciement conséquente vu que le maire avait promis qu'ils allaient être tous repris. La nouvelle qui les attendait était désagréable.

En effet, la majorité a été reprise mais une vingtaine de travailleurs ont été virés sous prétexte qu'ils sont considérés comme des meneurs. Aux yeux de la direction, ils auraient commis une soi-disant "faute lourde" en ne déposant pas un préavis de grève avant l'appel au mouvement.

Dans cette histoire, le patron s'estime en position de force vu la servilité du maire et des autorités à son égard et vu aussi l'attitude complaisante du syndicat Dignité.

Le patron a certes gagné une bataille, mais le combat n'est peut-être pas terminé pour autant.

SEULE LA LUTTE PAIE !

Les agents administratifs de la fonction publique au nombre de 700 sont en grève illimitée depuis le 18 novembre dernier. Cette grève qui est la deuxième depuis 2000 montre le ras-le-bol des fonctionnaires. Ils revendiquent l'application d'un accord intervenu en 2001 avec le gouvernement. Cet accord prévoyait entre autres revendications, l'obtention d'une prime trimestrielle de "motivation" comme pour les hauts fonctionnaires.

La grève de ces fonctionnaires vient rappeler que depuis une vingtaine d'années, leurs salaires n'ont pas été revalorisés suivant la cherté de la vie. Leurs conditions de vie se dégradent,

sans parler des ouvriers de la fonction publique qui souvent touchent des salaires inférieurs à 50 000 Fr.

Ces salaires étaient bloqués, disait-on dans le temps, pour cause de crise économique. Maintenant l'argument avancé c'est "la guerre". L'essentiel du budget de l'Etat va dans les coffres-forts des banques internationales pour rembourser les dettes de l'Etat et aussi en achat d'armes de guerre.

Les agents administratifs ont raison de ne pas vouloir reprendre avant d'obtenir gain de cause et montrent ainsi la voie à suivre !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.